

ministre. Le ministre peut-il prétendre que le chômage a diminué, que les prix ont baissé et que les pressions sur l'économie s'atténuent depuis que son ministère a vu le jour? Sans doute, il prévoit d'autres mesures dont il espère ces réalisations, et celle à l'étude aujourd'hui en est peut-être une.

**L'hon. M. Basford:** Monsieur l'Orateur, le député me permettrait-il une question?

**M. Howe:** Non, Monsieur l'Orateur, tant que je n'aurai pas terminé. Si l'on me permet de continuer, je mentionnerai que nous jugeons l'efficacité des réglementations, des résolutions et des mesures du gouvernement par leurs résultats. Cependant, nous nous demandons parfois pourquoi nous trouvons dans la situation actuelle. Je ne crois pas qu'il soit toujours nécessaire d'en rejeter le blâme sur le monde des affaires et les ouvriers. C'est le directeur de la Bell Canada qui, je crois, a affirmé dans l'une de ses déclarations que nos problèmes actuels sont créés par le gouvernement lui-même dans un grand nombre de cas. Je voudrais citer ses observations, contenues dans un article paru dans le *Globe and Mail* du mardi 3 mars dernier:

M. Robert Scrivener, président de la Bell Canada, affirmait hier qu'une bonne partie des difficultés fiscales actuelles du Canada résultent de programmes du gouvernement lancés sans estimations précises de leurs coûts. La situation engendre indirectement l'inflation, ajoutait-il dans un discours préparé à l'intention du conseil régional de Montréal de l'Institut des banquiers canadiens.

«Comme le coût de ces programmes a augmenté, et que les dépenses administratives représentent dès lors une plus grande partie du prix total, les gouvernements ont majoré les impôts et se sont ainsi acquis une part toujours plus grande du produit national brut.

Cela a entraîné, une détérioration plus rapide du pouvoir d'achat de l'argent, qui s'est vu détourné de ses usages productifs. A son tour, cette inflation fait monter les coûts.»

Les programmes du gouvernement qui, au nom de la sécurité sociale, imposent un poids excessif au produit national brut sont «ces mêmes programmes qui font tant de tort à la sécurité sociale à cause de l'inflation qu'ils ont largement contribué à créer.»

**L'hon. M. Basford:** Pourquoi avez-vous voté pour l'assurance frais médicaux?

**M. Howe:** Je n'ai pas voté pour l'assurance frais médicaux, monsieur l'Orateur. J'ai combattu le régime de pensions du Canada d'un bout à l'autre. Nous connaissons, hélas, le genre de programmes que promet le parti libéral quand il est en pleine campagne électorale. A ce moment-là, on était presque obligé de voter pour le régime de pensions du Canada, mais les gens commencent à s'interroger de plus en plus sur ce programme. Nous

[M. Howe.]

avons dit, tant à la Chambre des communes qu'au comité, que ce genre de programme était inflationniste.

Qu'est-il arrivé après l'adoption du régime de pensions du Canada, monsieur l'Orateur? Le gouvernement a dû imposer des mesures fiscales pour aider les gens devenus victimes de l'augmentation du coût de la vie à la suite de l'adoption du régime de pensions du Canada. Les gens ont dû réclamer plus d'argent pour compenser tous ces prélèvements sur leurs chèques de paie. Voilà pourquoi le coût des marchandises et des services a augmenté. Si l'on continue à prélever sur la paie des contribuables, qu'il s'agisse d'un homme d'affaires ou d'un ouvrier, les pressions de l'économie augmenteront et échapperont bientôt à tout contrôle.

Le gouvernement avait une belle occasion, dans le dernier budget, de réduire les impôts. Mais non, le gouvernement se vante du surplus qu'il réalisera. Si le gouvernement avait supprimé la surtaxe de 2 p. 10 et autorisé les travailleurs et les entrepreneurs à la dépenser comme bon leur semblait, au lieu de la dépenser suivant les instructions du gouvernement, ou si celui-ci avait renoncé à la taxe de 12 p. 100 sur les matériaux de construction, taxe qui contribue à augmenter le coût de la construction, il aurait pu aider l'économie. Il y a tant de domaines où le gouvernement pourrait agir au lieu de nommer des comités et des commissions et de créer de nouveaux ministères. La politique fiscale et monétaire du gouvernement n'a rien donné et il est temps de reconsidérer un certain nombre de choses qui sont survenues depuis deux ans.

● (3:40 p.m.)

Monsieur l'Orateur, nous parlons de toutes les commissions et comités qui ont été formés. De nombreuses questions inscrites au *Feuilleton* portent sur les rapports interministériels. J'aimerais prendre connaissance de certains de ces rapports tellement secrets et sacrés; la lecture en serait intéressante pour les députés de l'opposition parce qu'ils y découvrirait la vérité. Nous nous rappelons tous le rapport soumis à la Chambre en 1957. Nous avons entendu des députés de l'arrière-plan et des ministériels mal renseignés parler ce qui s'est passé quand nous étions au pouvoir.

En 1957, au cours du premier mois de la législature, quelqu'un a trouvé un rapport au ministère du Commerce. Que contenait le rapport? Il disait que les choses allaient mal au Canada en 1957. C'était d'un rapport confidentiel que personne ne devait voir. On a trouvé le rapport par hasard, pendant que l'on faisait le ménage des bureaux. Le rapport disait que ça allait mal au Canada et qu'il